

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Une conjoncture perturbée

Précédé par une année marquée par une bonne orientation de la conjoncture, l'exercice 2018 débute sur un repli de l'Indicateur du climat des affaires (ICA) de 11,3 points, pour s'établir à 99,6 points au premier trimestre, un niveau proche de sa moyenne de longue période.

Cette dégradation repose principalement sur l'appréciation défavorable des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (-8,6 points), mais également, dans une mesure moindre, sur les prévisions pessimistes de celui à venir (-2,7 points).

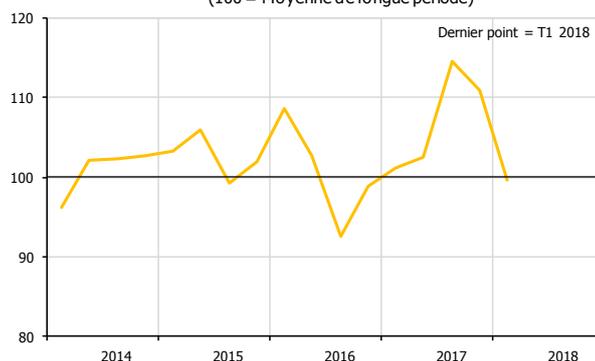
Le premier trimestre a subi deux éléments conjoncturels défavorables qui ont altéré le climat des affaires. Tout d'abord, l'alignement sur le droit du travail, et notamment le passage aux 35 heures pour les entreprises de plus de 20 salariés, qui crée des charges supplémentaires. Mais surtout, le conflit social qui a touché le Département pendant sept semaines, bloquant la grande majorité de l'activité économique de l'île. Cette situation, conjuguée à un allongement des délais de paiement, a engendré une crise de trésorerie sans précédent pour les entreprises. Les chefs d'entreprise déclarent une baisse de leur activité et font preuve d'attentisme sur leur volonté d'investir.

Malgré une légère baisse des prix, la consommation des ménages a été perturbée ce trimestre. En effet, les échanges commerciaux ont diminué en raison d'un trafic aérien et maritime ralenti, voire à l'arrêt. Dans ce contexte morose, les intentions d'investir restent favorables malgré un décalage probable dans leurs réalisations. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter.

Malgré une légère baisse des prix, la consommation des ménages a été perturbée ce trimestre. En effet, les échanges commerciaux ont diminué en raison d'un trafic aérien et maritime ralenti, voire à l'arrêt. Dans ce contexte morose, les intentions d'investir restent favorables malgré un décalage probable dans leurs réalisations. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter.

L'activité globale se replie sensiblement, principalement en raison de la forte détérioration enregistrée dans le secteur des services marchands et du commerce. Les anticipations pour le trimestre à venir restent dans la même tendance pour l'ensemble des secteurs.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE CONTRASTÉE

La conjoncture économique se dégrade en **Afrique du Sud** avec une baisse du PIB en volume de 2,2 % au premier trimestre 2018 (en rythme trimestriel annualisé), après +3,1 % au quatrième trimestre 2017. Cette contraction s'explique par l'attentisme des acteurs économiques suite aux nombreuses manifestations qui ont mené à la démission du président sud-africain, Jacob Zuma. Dans ce contexte, la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 6,75 % à 6,50 % en mars 2018.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'inscrit une nouvelle fois à la hausse : +6,1 % au premier trimestre 2018 sur un an (+4,7 % au quatrième trimestre 2017). Au quatrième trimestre 2017, la croissance du PIB en volume stagne après +1,7 % au troisième trimestre, en raison d'une contraction de l'investissement alors que la demande extérieure reste favorable.

À **Madagascar**, l'encours de crédit à l'économie progresse de 1,1 % entre décembre 2017 et mars 2018 (+16,5 % sur un an). La Banque mondiale estime à 5,3 % la croissance de l'économie malgache en 2018, année d'élection présidentielle. Au quatrième trimestre 2017, la croissance économique de l'**île Maurice** s'essouffle : le PIB progresse de 0,8 % du PIB en rythme trimestriel après +1,3 % au troisième trimestre 2017. La consommation des ménages se tasse légèrement et l'investissement ralentit (+4,1 % après +6,4 %), en raison d'investissements en biens d'équipement en logement plus modérés. Le bureau mauricien des statistiques a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2017, à 3,5 % désormais contre 3,9 % antérieurement retenue. La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,5 % en février et mai 2018.

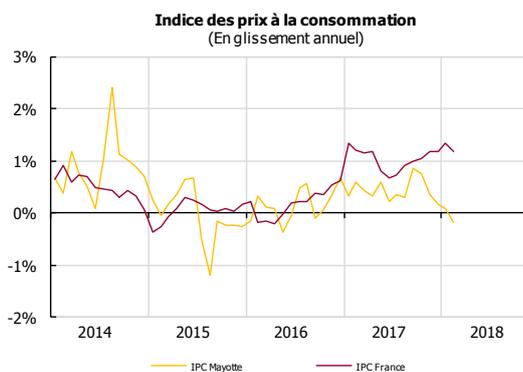
Aux **Comores**, les échanges commerciaux se contractent au premier trimestre 2018, avec des importations de produits pétroliers et d'exportations de girofle en repli. Toutefois, l'encours de crédit à l'économie progresse de 2,2 % entre décembre 2017 et mars 2018.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

Baisse des prix¹

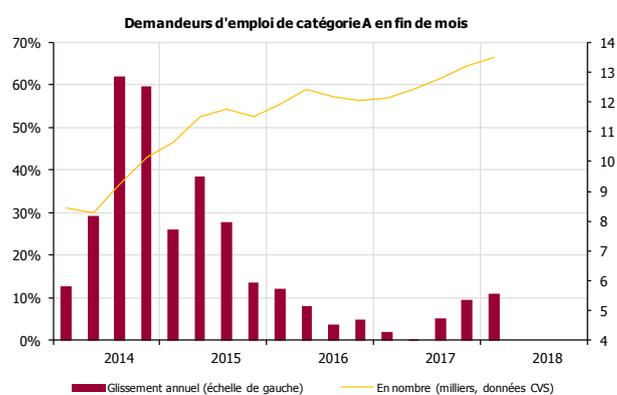
L'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,5 %. Les prix des produits manufacturés et des services continuent de se réduire (respectivement -1,2 % et -0,8 %), tandis que ceux de l'énergie (+0,6 %) et de l'alimentation (+0,3 %) augmentent.

En glissement annuel, l'IPC décroît (-0,4 %), en raison de la baisse des prix des produits manufacturés (-3,2 %) et de l'énergie (-0,5 %). Ceux de l'alimentation et des services progressent respectivement de 2,0 % et 0,2 %.



Source : Insee, données mensuelles

Le nombre de demandeurs d'emploi maintient sa progression



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La demande d'emploi poursuit sa progression (+2,2 % en glissement trimestriel, CVS). À fin mars 2017, Pôle emploi dénombre 13 495 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS).

Pour le troisième trimestre consécutif, la demande d'emploi augmente quelle que soit la catégorie considérée : +4,1 % pour les hommes et +1,8 % pour les femmes. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans croît de 4,6 % par rapport au trimestre précédent, ceux de plus de 50 ans de 3,8 % et ceux entre 25 et 49 ans de 1,3 %.

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi (données CVS) accélère (+11,0 % contre +9,5 % au trimestre précédent), ce qui confirme la formalisation progressive et continue du marché du travail. Cette hausse à deux chiffres concerne l'ensemble des profils de demandeurs d'emploi à l'exception de ceux âgés entre 25 et 49 ans qui progresse toutefois de 8,9 %.

Une consommation des ménages contrariée

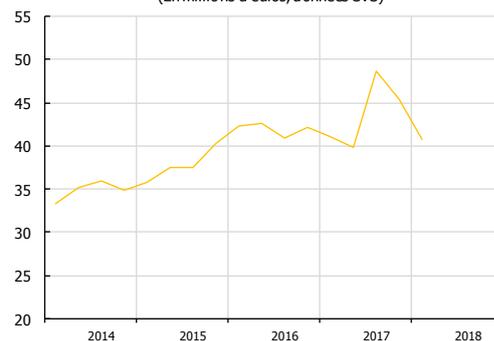
En raison de la crise sociale qui a paralysé l'économie de Mayotte pendant presque deux mois, la consommation des ménages a été fortement troublée par le manque d'approvisionnement sur l'ensemble de l'île, conséquence de problèmes liés à la logistique autour du trafic maritime et de blocage des axes routiers.

Au premier trimestre 2018, les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants fléchissent respectivement de 11,5 % et 10,2 % par rapport à la fin d'année 2017 (données CVS). De même, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs diminue de 38,1 % par rapport au trimestre précédent et de 19,7 % en glissement annuel (données CVS).

Néanmoins, un effet de rattrapage est attendu pour le deuxième trimestre, qui devrait marquer un retour progressif de la consommation des ménages, étant donné les stocks à écouler, notamment dans le secteur de l'automobile.

En revanche, grâce à la possibilité pour les ménages de gérer à distance leurs transactions, l'activité bancaire a continué de s'accroître avec une progression de l'encours des crédits à la consommation de 2,1 % en variation trimestrielle et de 14,9 % en annuelle. De même, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont bien orientés ce trimestre avec une baisse conjointe du nombre de retraits de cartes bancaires (-0,3 % en glissement trimestriel et -8,8 % sur un an) et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-2,9 % en trimestriel et -7,7 % en annuel).

Importations de biens de consommation non durables

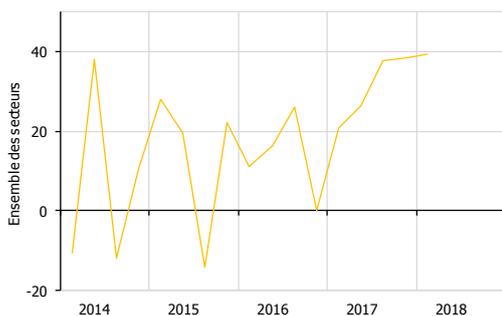


Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

¹ L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) n'a pas été en mesure de calculer l'IPC pour le mois de mars. Ainsi, seuls les mois de janvier et février ont été pris en compte pour le 1^{er} trimestre 2018. Le glissement trimestriel compare février 2018 à décembre 2017, tandis que le glissement annuel se fait entre février 2018 et février 2017.

Attentisme des investisseurs

Solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Malgré le contexte compliqué enrayant l'activité économique d'un grand nombre d'entreprises, les entrepreneurs continuent d'être positifs quant à leur volonté d'investir. Les conséquences économiques de la crise sociale devraient toutefois les inciter à reporter leurs investissements tout en restant fermes dans leur volonté de les réaliser, du moins pour ceux dont la trésorerie le permet. En effet, la crise de trésorerie dont a souffert l'ensemble des entreprises a accru l'écart entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises (GE)². Ces dernières peuvent se reposer sur une trésorerie résiliente en raison de leur appartenance à des groupements d'entreprises, tandis que les PME doivent consolider l'état de leurs fonds avant de pouvoir concrétiser leurs investissements.

La réalisation d'investissements à court terme semble compromise comme en témoigne la baisse de l'encours bancaire des crédits d'équipement des entreprises

de 3,0 % par rapport au trimestre précédent (+8,1 % en glissement annuel). En revanche, leur exécution à plus long terme se conçoit avec une hausse de l'encours des crédits immobiliers des entreprises de 14,5 % en variation trimestrielle et 45,2 % en annuelle. Enfin, les importations de biens d'équipement professionnel augmentent de 3,9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent mais restent en deçà des niveaux de l'année dernière (-1,4 %).

Diminution des importations

Les importations enregistrent, pour le deuxième trimestre consécutif, une baisse de 1,1 % par rapport au trimestre dernier (+3,1 % en variation annuelle, données CVS) pour s'élever à 134,5 millions d'euros.

Les principales catégories de produits participent à cette diminution. Les importations liées à la consommation des ménages déclinent (respectivement -11,5 % et -10,2 % pour les importations de biens d'équipement du foyer et de produits courants), ainsi que celles liées à l'activité des entreprises (-5,5 % pour les importations de biens intermédiaires), à l'exception des importations de biens d'équipement professionnel qui croissent de 3,9 %.

En glissement annuel, l'ensemble des catégories d'importations se contracte.

Importations
(En millions d'euros, données CVS)

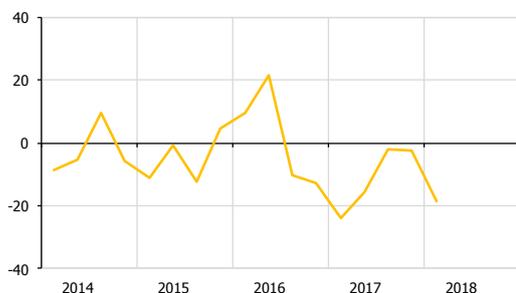


Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

UN DÉBUT D'ANNÉE MARQUÉ PAR UNE FORTE PERTE D'ACTIVITÉ

Le premier trimestre marque un repli de l'activité globale dû à l'incapacité des entreprises à maintenir leurs affaires en raison du blocage de l'île. Les chefs d'entreprise ne prévoient pas d'amélioration à court terme à cause des problèmes de trésorerie et des délais de paiement allongés.

Solde d'opinion relatif à l'activité globale du trimestre



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprise du secteur du **BTP** témoignent d'une baisse de leur activité ce trimestre, accompagnée par une hausse des charges et une forte détérioration des trésoreries. Le passage aux 35 heures a marqué une dégradation des charges auprès de ces entreprises, qui se répercutent sur leurs prix. En effet, les indices des prix des travaux publics et du bâtiment ont respectivement augmenté de 5,1 % et 4,3 %. Malgré une amélioration des charges attendue, le rallongement prévu des délais de paiement et la fragilité des trésoreries ne permettent pas aux entrepreneurs d'anticiper un retour favorable de l'activité au prochain trimestre.

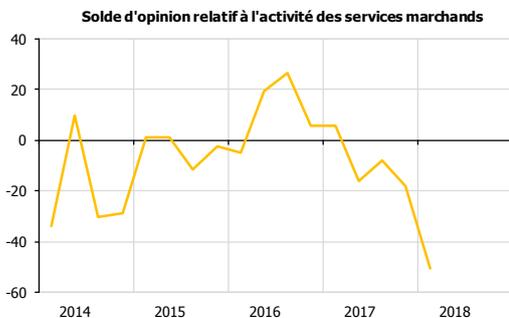
Le blocage des routes et le dysfonctionnement du port sont les principales raisons pour lesquelles le secteur **industriel** a vu son activité fortement perturbée ce trimestre. En effet, les importations de produits liés à l'industrie agroalimentaire ont diminué de 5,5 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, les chefs d'entreprise s'accordent sur une amélioration de l'activité au prochain trimestre, un renforcement des trésoreries et un raccourcissement des délais de paiement dans le secteur.

² Les PME ont un effectif compris entre 0 et 49 salariés tandis que les GE sont les entreprises ayant un effectif supérieur ou égal à 50 salariés.

Après une fin d'année présentant des résultats favorablement orientés pour le secteur du **commerce**, le premier trimestre marque un coup d'arrêt à cette embellie, comme en atteste la perception défavorable des chefs d'entreprise sur leur activité, accompagnée d'une dégradation de leurs charges et de leurs délais de paiement. Malgré une volonté d'investir qui se maintient, le constat devrait rester similaire au prochain trimestre avec une détérioration de l'activité et des trésoreries, du fait de charges et de délais de paiement toujours perçus défavorablement par les entrepreneurs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** peinent à renouer avec une activité favorable. Sur le trimestre écoulé, ils déclarent avoir souffert d'une perte d'effectifs dans un contexte où les charges et les délais de paiement appauvrissent les trésoreries des entreprises. Les intentions d'investir restent favorables alors que les chefs d'entreprise font preuve de pessimisme quant au trimestre à venir. En effet, ils anticipent une dégradation de leur activité et de leurs trésoreries. Toutefois, ils s'attendent à une amélioration des charges et des délais de paiement au prochain trimestre.

Dans le **secteur du tourisme**, le nombre total de passagers reste stable (-0,3 %) tandis que le nombre de vols augmente de 3,7 % par rapport au dernier trimestre (CVS). En revanche, l'évolution par rapport à la même période l'année précédente présente une dynamique opposée : le nombre total de passagers augmente de 1,0 % tandis que les mouvements de vols fléchissent de 9,1 %.

ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire à +3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9% en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et + 1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2% en 2014 à +1,2% en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'INSEE du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3 %).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2018 – Dépôt légal : juillet 2018 – ISSN 1952-9619